



N° 05/08 – Octobre 2005

Islam et culture arabe

Guy Stremsdoerfer

*L'année 2004 a été féconde en ouvrages publiés par ceux qu'on a appelés « les nouveaux penseurs musulmans¹ » et qui cherchent à réconcilier, si faire se peut, foi et raison. Ils se heurtent souvent au savoir officiel qui a vite fait de les taxer d'apostats. Ils font un diagnostic sévère de la pensée islamique face aux défis de la modernité que s'efforcent de relever le judaïsme et le christianisme². Notre ami Guy Stremsdoerfer, professeur à l'Ecole Centrale de Lyon et responsable de la Communauté de l'Epiphanie et de la Croix, nous présente ici les rapports de l'Organisation des Nations Unies **sur le développement humain dans le monde arabe** parus en 2002, 2003 et 2004 qui font sur ce sujet un constat bien sombre³. Nous compléterons ses réflexions, comme d'habitude, par un dossier de presse sur le même sujet.*

A la lecture des derniers rapports (2002-2003) sur le développement humain dans le monde arabe de l'Organisation des Nations Unies (PNUD), j'aimerais vous partager une question dont je conçois qu'elle est politiquement et religieusement incorrecte, à savoir : les idées fondamentales d'une religion favorisent-elles ou défavorisent-elles le développement humain des populations concernées ? En d'autres termes, le développement humain est-il encouragé ou freiné par la représentation qu'une religion a de Dieu, de l'homme, de son rôle dans l'univers. Je suis bien conscient qu'en quelques lignes, il est impossible de développer de façon sérieuse une question aussi brûlante et complexe. Néanmoins, les discussions sur cette question qui ont émergé de plusieurs partages que j'ai eus avec des scientifiques arabes ou perses, musulmans sunnites ou chiites, pratiquants fervents ou non, restent pour moi parmi les plus belles expériences de dialogue islamo-chrétien. Chaque fois qu'à partir d'une réflexion liée à la raison et non à l'idéologie, ces chercheurs ou étudiants m'ont demandé mon avis sur ce rapport, nous avons pu avoir des partages étonnants qui aboutissaient comme naturellement à la

¹ Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Albin Michel, 2004 ; Abdennour Bidar, *Un islam pour notre temps*, Seuil, 2004 ; Abdelmajid Charfi, *L'islam entre le message et l'histoire*, Albin Michel, 2004 ; Abdelwahab Meddeb, *Face à l'islam*, Textuel, 2004 ; Hamadi Redissi, *L'exception islamique*, Seuil, 2004

² Lire à ce sujet la présentation d'Annie Laurent, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, in *Famille Chrétienne* n° 1444, Sept. 2005, p. 38 ; aussi Mohamed Talbi, *Plaidoyer pour un islam moderne*, DDB, 1998 ; et *Se Comprendre*, fév. 2002, la présentation par Abdou Filali-Ansary du livre d'A. Charfi

³ cf *La lettre de la Communauté de l'Epiphanie et de la Croix*, 73 bis route du Mont-Cindre, 69450 Saint-Cyr-au-Mont d'Or, n° 39 et 40, mars et juillet 2005 : *Dis-moi quel est ton Dieu : je te dirai quelle civilisation tu veux bâtir ?*

question : "Notre vision de Dieu et de l'homme dans nos religions respectives conditionnent-elles notre façon de construire la civilisation ?". J'aimerais bien simplement vous en faire part.

Les rapports du PNUD⁴

En fait il existe deux rapports, l'un publié en 2002 qui fit l'effet d'une bombe à sa parution, l'autre publié en 2003. Il est peut-être bon de rappeler au lecteur les modalités d'expertise de cette étude. Le Rapport arabe sur le développement humain 2003 (RADH 2003) est le deuxième d'une série de quatre rapports prévus qui aborderont aussi les questions de libertés et d'institutions politiques, l'absence de parité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au sein des 22 États arabes.

Le premier rapport (RADH 2002), souligne les principaux défis en termes de développement que doit relever le monde arabe à l'aube du troisième millénaire. Selon le journaliste égyptien Muhammad Hassainain Haikal, le RADH 2002 souligne « la dernière chance pour la région de faire partie du voyage vers le futur.⁵ » Ces pages ont été rédigées par une équipe de chercheurs du monde arabe, sous la supervision de Dr Nader Fergany, Directeur du Centre de recherche et de formation d'Al-Mishkât au Caire, et Dr Rima Khalaf Hunaidi, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directrice régionale du Bureau du PNUD pour les États arabes, ancienne Vice-premier ministre de Jordanie.

Le rapport RADH 2003 examine plus profondément l'une des principales questions soulevées par le rapport de l'année précédente, c'est-à-dire la construction d'une « société du savoir » viable dans le monde arabe. Le rapport a été préparé par un processus de participation, impliquant près de quarante auteurs et trente conseillers et réviseurs. D'éminents penseurs et praticiens, hommes et femmes du monde académique, de l'intelligentia, de la société civile, des médias et des secteurs public et privé ont participé à la rédaction de ce rapport. « Le rapport examine l'état du savoir dans le monde arabe en termes de demande, de production et de dissémination, et conclut que les trois éléments sont défaillants, indépendamment de l'abondance du capital humain arabe, » écrit le Dr Khalaf.

Les points forts qui se dégagent de ces rapports

On peut en dégager plusieurs. Le premier tente de faire l'état du savoir dans les 22 pays arabes, le deuxième concerne la production du savoir. Le troisième et le quatrième montrent l'influence de la culture et des régimes politiques et en particulier le manque-record de liberté qui nuit au développement du monde arabe.

1- L'état du savoir dans le monde arabe

La société du savoir est une société basée sur la diffusion et la production du savoir, sur son utilisation optimale dans tous les domaines d'activité de la société (l'économie, la société civile, la politique et la vie privée) dans le but d'élever constamment la condition humaine, c'est-à-dire de favoriser le développement humain. Le rapport souligne que dans les pays arabes, le processus de diffusion du savoir doit faire face, dans tous les domaines concernés (l'éducation, l'enseignement, les médias et la traduction) à d'énormes difficultés, les plus graves étant la faiblesse des moyens dont disposent les individus, les familles et les institutions, et le caractère restreint de leurs activités. Il en résulte une réelle incapacité à créer les conditions nécessaires à la production du savoir. Les recherches montrent que le style de formation le plus répandu dans la famille arabe est le style autoritaire, qui combine instabilité et surprotection, et influe de façon négative sur le développement, l'indépendance, la confiance en soi et la compétence sociale.

Cela a pour résultat une passivité excessive et une faible compétence à la prise de décision, tant au niveau du comportement que de la façon de penser, car l'enfant est habitué dès son plus jeune âge à refouler les questions, l'envie de découvrir et l'esprit d'initiative. En ce qui concerne l'enseignement, le rapport indique d'une part une dégradation constante de la qualité de l'enseignement

⁴ PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement, voir www.undp.org/french/ Rapport annuel sur le développement humain dans le monde arabe

⁵ Selon *Time Magazine*, il s'agit de « la plus importante publication en 2002. » Plus d'un million de visiteurs du site Internet du PNUD ont téléchargé les 168 pages de ce rapport

et d'autre part une non-indépendance des médias vis-à-vis des pouvoirs religieux et politiques et qui diffuse une opinion monolithique, fidèle reflet de ces mêmes pouvoirs. En effet, dans les pays arabes, avec une population globale de 284 millions, il y a moins de 53 journaux pour mille habitants, contre 285 dans les pays avancés. Le tirage d'un *Best seller* ne saurait dépasser 5 000 exemplaires en raison de la censure et d'autres contraintes imposées aux éditeurs indépendants⁶. Le volume des traductions vers l'arabe d'ouvrages étrangers reste nettement inférieur au volume de traduction dans d'autres pays du monde : cinq fois plus de livres sont traduits chaque année en grec, une langue parlée par 11 millions de personnes uniquement. La moyenne est de 4,4 livres pour 1 million d'habitants alors que dans le même temps, on en traduit 519 en Hongrie et 920 en Espagne. Pas plus de 10 000 ouvrages ont été traduits vers l'arabe au cours du dernier millénaire, ce qui correspond au nombre d'ouvrages traduits vers l'espagnol chaque année. On compte uniquement 18 ordinateurs pour 1 000 habitants dans le monde arabe contre une moyenne globale de 78.

2- La production du savoir

Les informations contenues dans le rapport indiquent une réelle stagnation dans un certain nombre de domaines touchant à la production du savoir, en particulier celui de la recherche scientifique, des brevets, de la production littéraire et artistique. Il y a moins de 371 scientifiques ou ingénieurs travaillant dans les secteurs de la recherche et du développement pour un million d'habitants, tandis que la moyenne mondiale est de 979. De façon générale, les pays arabes ont une abondante production de livres religieux, et une production relativement faible dans les autres domaines. Les livres religieux représentent 17 % des livres publiés dans le monde arabe, alors que, dans le reste du monde, cette proportion n'est que de 5 %. Le nombre de livre produits est inférieur à 1,1 % de la production mondiale, alors que les arabes représentent 5 % de la population mondiale

3- La culture et la religion, le contexte politique

Le rapport indique que dans le cadre de la culture arabe, on considère que l'élément fondamental est le patrimoine intellectuel classique, dont la langue est l'instrument et la religion le principal système de croyances qui englobe tout et oriente la vie de cette culture. Il ne fait aucun doute que la relation de la religion au savoir et à sa production a un lien organique avec la conception qu'on a de l'essence de la religion et de sa position d'ensemble par rapport au monde. Et le rapport de souligner que l'islam, avec les représentations qu'il véhicule et les finalités qu'il se propose, a été marqué ces dernières années par des interprétations hostiles au développement. L'alliance qui s'est formée entre des systèmes de gouvernement coercitifs et un groupe de savants musulmans conservateurs a produit des interprétations servant les intérêts des gouvernements mais hostiles au développement humain, particulièrement à la liberté de penser et au libre examen des textes religieux, au droit des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement et à la participation des femmes à la vie publique et économique qui est la plus faible au monde.

Une femme sur deux en moyenne est illettrée et ce taux peut atteindre dans certains pays 90 %. Le rapport du PNUD note que les femmes n'occupent que 3,5 % des sièges dans les parlements des pays arabes, contre 11 % en Afrique subsaharienne et 12,9 % dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. D'autre part, dans certains pays arabes du Golfe, les femmes n'ont pas le droit de vote et dans la majorité des pays arabes, la ségrégation raciale et religieuse est exercée.

La vérité exige qu'on rappelle que la culture arabe n'a pas d'autre solution que de se lancer dans cette nouvelle expérience universelle. Elle ne peut pas se replier sur elle-même et ne se nourrir que de son histoire, de son passé et de sa culture ancestrale dans un monde dont les forces conquérantes balayent les moindres recoins de l'univers et produisent le savoir sous toutes ses formes, les styles de vie, les produits manufacturés et l'ensemble de la création. Il ne fait aucun doute qu'au sein de cette culture, il existe des courants partisans d'une politique du refus de savoir, du repliement sur soi et de l'hostilité envers l'ensemble des valeurs, des idées et des pratiques dont la culture

⁶ On impose à l'auteur et à l'éditeur de nombreuses contraintes, la plus importante consistant à respecter les humeurs et les instructions de 22 censeurs arabes. Il en découle que le livre arabe peut difficilement être présent sur l'ensemble de son marché naturel. (Fathi Khalil Al-Bess, vice-président de l'Union des éditeurs arabes)

mondiale est le vecteur. Une politique passive de refus des échanges ne peut que conduire à un affaiblissement et à un recul de la culture arabe, et non son renforcement et son expansion.

La conséquence immédiate de cette absence de liberté, tant politique que religieuse, conduit d'une part à étouffer le savoir et le développement humain et d'autre part induit un flux migratoire à la fois des minorités religieuses, des intellectuels et des démocrates arabes⁷.

Le rapport propose-t-il des solutions face à ce constat qui est bien sombre ?

En effet, cinq propositions sont faites pour bâtir une société du savoir dans les pays arabes, mais j'ai peur que ce ne soient que de pieuses perspectives. Certes, ce premier travail courageux de critique sur la réalité du monde arabe doit être soutenu sans faille, mais demander que soient effectives la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté d'organisation ainsi que l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ou d'un islam séparé du temporel qui encouragerait l'adaptation des textes et la critique historico-scientifique, tout cela relève du rêve. Mais l'espoir fait vivre, en particulier pour ces milliers d'arabes qui seront entre 410 et 459 millions en 2020 et qui attendent légitimement des conditions meilleures.

Notre vision de Dieu et de l'homme peut-elle conditionner notre façon de construire la civilisation ?

Il me semblait important de présenter ce rapport, avant d'aborder cette question. Du reste c'est à partir de ce rapport que j'ai eu des discussions de fond et non polémique avec bon nombre d'interlocuteurs musulmans. Il est certain que "*l'islam d'Averroes*" est bien mort et, que ce soit dans les banlieues de Lyon, Strasbourg, en Afghanistan, en Irak ou en Palestine, l'islam de référence est fondamentaliste. Il existe une internationale islamique et l'on comprend, dès lors, la crainte des musulmans réformistes ou des intellectuels arabophones.

J'ai récemment interpellé un chercheur tunisien sur le fait que je ne voyais pas beaucoup d'intellectuels musulmans remettre en cause le dogme de l'immutabilité et de l'intemporalité du Coran en vue d'une lecture contemporaine. Il m'a répondu : "*Détrompe-toi, ils vivent soit dans la clandestinité, soit dans la marginalité, soit ils ont été exécutés*". Je crois que l'islam contribue à ce sous-développement de façon plus forte qu'on ne le pense, même si il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu. Il me semble par contre que de nombreuses cultures, arabe, perse ou autre, portent en elles des richesses fabuleuses que l'idéologie islamique depuis plusieurs siècles a éteintes.

On me rétorquera que l'islam a eu son heure de gloire au début du XVe siècle et a permis un développement humain impressionnant pour l'époque. Cette image d'Epinal a la vie dure, mais je ne crois pas que l'islam soit à la source de ce développement. Il s'est greffé sur des cultures très riches, byzantine, perse... Par contre l'islam a été un vrai ciment politique et religieux permettant de passer de cultures tribales, ou plus locales à un vrai empire théocratique que fut l'empire Abbasside.

Mais l'islam a-t-il des ressources aujourd'hui pour le passage à l'ère moderne ? L'islam modéré qui remettrait en cause un certain nombre de versets coraniques comme l'appel à la mise à mort de l'apostat, l'inégalité des sexes et bien d'autres aspects incompatibles avec les droits de l'homme, serait-il encore l'islam ? Soit l'islam impose sa loi au monde afin que celui-ci devienne une cité islamique, une *oumma* universelle, soit l'islam se spiritualise et s'individualise. Dans le premier cas, un conflit majeur est à craindre ; dans le second cas, un accompagnement est nécessaire pour une révolution de la pensée islamique. Ahmad Kamal Abou Al-Majd écrit : *«La pérennité de l'islam n'a pas pour corollaire l'immobilisme de la loi religieuse, mais implique qu'il est capable de se renouveler et d'innover pour accueillir le mouvement de la vie et le renouvellement de ses formes. On peut être un authentique musulman sans se couper des autres et se replier sur soi dans un espace fermé, protégé de*

⁷ « Sur 300000 diplômés du premier cycle des universités arabes à l'issue de l'année universitaire 1995/1996, on estime à 25% la proportion de ceux qui ont émigré en Amérique du Nord ou dans les pays de la communauté Européenne. Entre 1998 et 2000, plus de 15 000 médecins arabes ont émigré » (Antoine Zahlan)

hauts murs sans la moindre porte. Au contraire, il faut rester en contact avec les autres et vivre avec eux pour leur transmettre les valeurs suprêmes et les grands principes sur lesquels reposent le dogme musulman, la loi religieuse et les fondements moraux de l'islam.⁸»

Le lecteur européen et chrétien n'a pas idée de l'abîme qui sépare la révélation islamique de la révélation chrétienne⁹. Nous allons tenter maintenant, à partir des diverses conceptions de Dieu, de l'homme, des versets coraniques, de dégager les points qui peuvent être des freins ou des accélérateurs du développement de nos sociétés.

C'est plutôt ce que font les hommes de la religion qui influence ce développement

Il est bien évident que de très nombreux paramètres existent et qu'il serait réducteur de considérer que la représentation qu'une religion a de Dieu, de l'homme et de son rôle dans l'univers est le seul facteur qui influence le développement humain. L'homme est plus grand que la religion et son rôle, en tant qu'individu ou groupe, tant au niveau social que politique, favorise ou défavorise un développement humain, quelle que soit la religion pratiquée par ces groupes. L'histoire nous relate que pour toutes les religions, de façons et d'intensités différentes, il y a eu des périodes de développement ou de régression. Néanmoins, il serait également faux de considérer que les fondamentaux d'une religion sont totalement étrangers et sans conséquences sur le développement humain de leurs membres. Nous allons tenter d'aborder quelques points concernant l'islam et le christianisme.

1. Pour ces deux religions révélées Dieu veut le bien de l'homme

Ce que nous avons en commun est la foi en un Dieu qui parle. Dieu a décidé de se dire, de dire qui il est et en référence à Lui, de savoir qui est l'homme. A la différence d'un Dieu principe et grand horloger muet, dans l'islam et le christianisme Dieu se révèle, se dévoile. Il prend l'initiative de s'auto-manifester pour mieux communiquer avec nous. La question est de savoir comment Dieu s'y prend pour se révéler, pour dire qui Il est ou tout du moins ce qu'Il veut nous dévoiler un peu ou beaucoup de son mystère ?

Dans la tradition Judéo-Chrétienne, Dieu se révèle à travers les médiations du monde et de la vie ; la Parole de Dieu s'inscrit dans une histoire. En islam, cette parole surplombe l'histoire, Dieu décidant de faire descendre sa parole à un moment donné de l'histoire, de dicter ses révélations, ses bons vouloirs, en dehors de toute considération de temps et d'espace. Le Coran devient "*Parole faite mot*", texte non interprétable, non modifiable puisqu'il est en quelque sorte la *représentation* de Dieu sur terre.

Contrairement aux musulmans et contrairement à ce que pensent les musulmans des chrétiens, ceux-ci ne sont pas des croyants d'un livre (la Bible) mais des hommes d'une histoire dont le sommet se manifeste dans le fait que : "*le Verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous*" (Jn 1, 14). Dieu s'insère dans l'histoire des hommes. Il ne change pas l'histoire, mais la transforme à la manière d'un ferment qui fait lever la pâte. Il assume l'expérience des hommes et la sublime. L'islam a une histoire, mais l'islam n'est pas une histoire.

La Bible n'est pas close, fermée, car nous continuons encore aujourd'hui à écrire les Actes des Apôtres, les actes des chrétiens parmi les hommes. Les textes de l'évangile n'enferment pas les Chrétiens dans l'histoire ou dans les mots. Seul, l'Esprit Saint vient rendre vivante cette Parole qui s'adapte à l'évolution humaine et du coup pousse le croyant à participer à la transformation de la création. L'islam considère que les Juifs et les Chrétiens sont les "*gens du livre*" et que ces livres ont en quelque sorte préparé la venue du Coran. Le Coran venant après la rédaction des évangiles, les musulmans considèrent que leur vérité englobe la nôtre.

C'est vrai, si nous étions les "*gens du livre*" ; mais nous ne sommes pas sauvés par un livre ! Nous sommes les membres vivants d'une Personne Vivante, Jésus-Christ.

⁸ cité dans *Vers une nouvelle langue suggestive*

⁹ "*Les musulmans rejettent un certain nombre de dogmes catholiques, mais ils pensent qu'ils sont le fruit d'une élaboration faite au cours de l'Histoire et ne découlent pas directement de l'enseignement de Jésus.*" Soheib Bencheikh, *Mariane et le Prophète*, Grasset, Paris 1998, p. 237 *Notre amie l'Eglise !*

2. les mystères de l'Incarnation et de la Résurrection changent complètement notre perspective

Les conséquences sont énormes car nous sommes situés différemment face au développement humain. En effet, dans le christianisme, la résurrection et l'incarnation ne sont pas seulement des faits historiques. Dieu parle et se révèle aujourd'hui et se révélera encore demain. En islam, Dieu a parlé et scellé la destinée des hommes. Avançons-nous dans l'inconnu des défis et des enjeux du futur, à reculons, les yeux tournés vers le passé ? Sommes-nous figés sur le rétroviseur comme le disait le sociologue Mac Luhan ou au contraire, les yeux fixés sur ce futur, la Parole de Dieu et la Tradition de l'Eglise éclairant, comme des phares de voiture, cette route qui à certain moment peut nous faire peur et sur laquelle pourtant, l'Esprit saint nous précède. "*Je suis avec vous jusqu'à la fin des temps*" nous dit Jésus (Mat.28, 20). La façon dont Dieu se révèle nous situe quant à la transformation et au développement du monde. Les chrétiens ont-ils assez conscience que la révélation du Dieu Vivant les positionne et les oriente vers plus de créativité, de dynamisme, d'inventivité, bref de confiance en l'avenir? L'Eucharistie est un puissant moteur pour le développement humain !

3. N'existe-il pas un risque pour le chrétien de s'enfermer dans une tradition ?

Dans une religion, il est inconcevable que l'on ne tienne pas compte du passé. Toute religion se constitue par rapport à des traditions qui se sont fixées dans le temps. En islam, on pourrait dire que le temps est cyclique et non linéaire comme dans la révélation Judéo-Chrétienne. Le temps historique où se déploie un dessein de Dieu qui va se développant en harmonie avec l'événement, semble en dehors des perspectives de l'islam.

En christianisme, lorsque la tradition prend le pas sur l'adaptation, elle devient traditionalisme. Es-ce à dire que toute nouveauté est bonne ? Bien sûr que non : justement la tradition est là précisément pour éviter les déviations. Mais elle n'est pas un frein au développement et à la nouveauté. Le christianisme, en confrontation avec le présent de l'histoire, cherche à s'enrichir et à purifier ce qui a été transmis, en vue de répondre aux exigences du monde actuel. Non pas pour s'y aligner ou s'y diluer, mais le vivifier de l'intérieur : "*Vous êtes le sel de la terre, la lumière du monde*" (Mat. 5,13-15). En islam, plutôt que de parler de la tradition, on s'appuiera sur des traditions qui reposent pour l'essentiel sur les *Hadiths*. Ils ont permis à l'islam, au cours de son histoire, de pouvoir s'adapter aux nouvelles exigences qu'imposait l'évolution des sociétés. Un homme comme Averroès, au Moyen Age, a été un partisan de l'émergence du rationalisme. Il a fait avancer de façon incontestable la pensée musulmane même si, en son temps, il fut réduit au silence par les musulmans et ses livres brûlés. Aujourd'hui encore, certains intellectuels musulmans prônent la méthode *herméneutique* qui consiste à rechercher, par-delà les mots, l'esprit du Coran . D'autres considèrent que l'essence de l'islam serait contenue dans les sourates mecquoises et non dans celles, médinoises, plus tardives et sujettes à controverses. M. Charfi dit : " la politique culturelle devrait être orientée vers une entière liberté de création, un plus grand encouragement des créateurs et davantage d'ouverture vers la culture universelle"¹⁰.

Le fondamentalisme est une attitude de pensée induite naturellement par l'islam, mais le musulman est plus grand que l'islam. Il arrive que des chrétiens, sans trop le réaliser, ont une vision "coranique" de la Bible. Ce fondamentalisme chrétien ne pouvait pas par exemple, en son temps, supporter que la terre soit ronde et ne tienne pas la place centrale dans l'univers. Aujourd'hui, on assiste en islam à une montée de "science islamique" du type : médecine islamique, astronomie islamique, géophysique islamique, et, bien entendu, développement voire droit de l'homme islamique. Tant que l'islam cherchera à islamiser la société, la régression du développement sera au rendez-vous. Lorsque l'islam cherchera à rapprocher les hommes de Dieu, il jouera un rôle dans le développement humain. La question majeure qui se pose aux musulmans est: comment dissocier l'esprit et la lettre ?

4. Que peut-on dire au sujet du développement des femmes et de leurs droits ?

L'évolution du statut de la femme musulmane dépend directement de la lecture que l'on fait du Coran. Il existe des poussées culturelles irréversibles vers une émancipation de la femme en général et de la femme musulmane en particulier. L'histoire nous en relate les faits, mais l'incontournabilité du texte sacré de l'islam est une formidable force de rappel pour maintenir la femme dans l' inégalité.

¹⁰ dans *Islam et liberté*, Albin Michel ,1998, p. 247

Au XIX^e siècle, la "marche des femmes sans voile" dans les rues du Caire avait provoqué une forte émotion dans tous les milieux et, bien entendu, dans les cercles religieux d'El Azhar. Ces femmes exigeaient l'instruction et le droit au travail, le rejet du voile et une égalité effective, l'abolition de la polygamie, la transformation des normes du mariage. Deux siècles plus tard, alors que l'on pouvait espérer une vraie évolution, encouragée par l'émancipation politique de la plupart de ces états et la manne pétrolière induisant un développement économique, on voit défiler dans les rues, non plus du Caire mais de Paris, des femmes musulmanes réclamant le voile ! L'influence politico-religieuse de l'islam est, de mon point de vue, une des causes importantes du sous-développement et de l'analphabétisation des femmes du monde arabe.

Même après les guerres d'indépendance, les femmes qui avaient participé activement auprès des hommes à l'émancipation, se trouvèrent ramenées à la triste réalité coranique. L'Algérie l'illustre bien. On voit qu'entre la Charte nationale de 1976 et la Charte de la famille de 1984, le statut de la femme est passé d'une condition de promotion à une condition moyenâgeuse, la femme redevenant soumise, mineure et dépendante. Il faut dire que le Coran n'admet aucune ambiguïté quant à l'autorité de l'homme sur la femme et la dépendance de celle-ci vis-à-vis de lui. Le témoignage de deux femmes équivaut au témoignage d'un seul homme, le garçon a droit au double en matière d'héritage (4,34; 2,282 ; 4,11,176). L'homme peut employer la force pour ramener la femme dans ce qu'il pense être le droit chemin (4,34). Peut-on espérer une évolution ? Non, tant que le code de la famille sera d'inspiration coranique et se réfèrera à des lois adaptées à un autre millénaire. Oui, si les gouvernements de ces pays ont le courage d'affronter l'avenir et de dissocier les valeurs religieuses dispensées en islam, du code, des lois, voire d'une forme de politique théocratique que revendique la religion islamique. Force est de constater aujourd'hui, et cela se traduit dans les chiffres du rapport sur le développement humain dans le monde arabe (PNUD) qu'on est plutôt dans une période de régression.

Les exemples de femmes musulmanes courageuses qui osent braver le texte sacré du VI^e siècle ou plutôt du IX^e, ne manquent pas. Sont-elles soutenues autant que la démocratie et la dignité humaine l'exigeraient ? Sur le fond et le discours, on assiste à un bel élan unanime, même de la part des responsables politiques et religieux. Dans les faits, c'est autre chose. L'affaire de "l'imam" de Vénissieux près de Lyon en est une bonne illustration. Abdelkader Bouziane vivant depuis 20 ans en France, père de 16 enfants, prônant la polygamie, fut mis en examen pour ses propos diffamants vis-à-vis des femmes. Malgré la décision du pouvoir politique de l'expulser, le voilà de nouveau réinstallé dans la banlieue de Lyon, le Tribunal considérant son incompétence puisque ses propos s'appuient sur le Coran ! Plus sérieusement, les débats actuels dans la communauté musulmane portent sur la distinction entre équité et égalité. Le premier terme a été préféré au second par les pays musulmans. C'est déjà un progrès!

5. Peut-on envisager alors un dialogue islamo-chrétien et quel doit être le rôle du chrétien ?

Le dialogue est une nécessité, il doit être la respiration chrétienne et en toute circonstance nous avons à rendre compte de l'espérance qui est en nous (1 P. 3, 15). Compte tenu des diverses facettes que revêt l'islam, nous verrons, avec le rapport suivant, le rôle que les chrétiens peuvent jouer pour aider les musulmans à entrer pleinement dans le 21^e siècle

Complément : La liberté culturelle dans un monde diversifié¹¹

L'idée de « choc des cultures » mondial suscite encore un écho puissant, c'est pourquoi il est important de trouver des réponses aux vieilles interrogations sur la manière de gérer au mieux les conflits de langue, de religion, de culture et d'ethnicité. Pour atteindre les objectifs du Millénaire, pour le développement et l'éradication de la pauvreté, il faut relever le défi de construire des sociétés qui

¹¹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2004 résumé par Justine Wicikowski, ancienne stagiaire HCCI

intègrent et respectent la diversité culturelle pour permettre aux pays de se concentrer réellement sur d'autres priorités, et offrir aux individus une expression culturelle pleine et entière.

1. La liberté culturelle et le développement humain

La négation de la liberté culturelle peut générer des privations considérables, qui appauvrissent les vies humaines et excluent les individus.

C'est pourquoi la dimension culturelle du développement humain exige une attention particulière. Le développement humain est le processus qui consiste à élargir la gamme de choix qui s'offre aux individus afin de leur permettre de faire et d'être ce qui leur est cher. Bien que difficile à mesurer et même à définir, la liberté culturelle constitue un des piliers du développement humain, elle signifie donner aux individus la liberté de choisir leurs identités sans être exclus d'autres choix qui sont importants à leurs yeux. Cette liberté n'est pas seulement importante dans la sphère culturelle, mais elle l'est aussi pour la réussite et les échecs dans les sphères sociales, politiques et économiques.

Pour ériger des sociétés humaines et justes, il faut reconnaître comme il se doit les libertés en général, et la liberté culturelle en particulier. Insister sur la liberté culturelle ne signifie pas exactement soutenir sans retenue la diversité culturelle. S'il est important de permettre la diversité dans les pratiques culturelles, cela ne revient cependant pas à la rechercher pour elle-même. En effet, la diversité culturelle est ambivalente, car elle peut servir de prétexte au conservatisme culturel, c'est-à-dire une attitude de fermeture aux échanges, de repli sur des traditions, dont certaines sont contraires aux exigences du développement humain. La diversité culturelle est l'un des résultats des libertés dont jouissent les individus, et des choix qu'ils expriment.

2. Les défis posés à la liberté culturelle

L'exclusion culturelle est courante. On en différencie deux formes : l'une fondée sur le mode de vie, qui insiste sur le fait que les individus doivent vivre exactement comme tous les autres, et l'autre, caractérisée par l'exclusion et les désavantages au niveau de la participation aux activités politiques et économiques de la société, en raison de l'identité culturelle.

Une étude réalisée par le bureau des conflits et du relèvement du PNUD montre que la probabilité de conflits augmente avec la montée des inégalités. Il faut donc mettre en place de nouvelles approches politiques qui intègrent et soutiennent les identités culturelles réprimées. Il s'agit de prendre en compte le multiculturalisme dans les stratégies de développement humain. Le défi des décideurs politiques du XXI^e est d'élargir les choix afin que les individus n'aient pas à renoncer à leurs identités pour avoir accès à tout l'éventail d'opportunités économiques.

3. Bâtir des démocraties multiculturelles

Les politiques multiculturelles qui reconnaissent explicitement les différences culturelles apparaissent comme un élément essentiel permettant une meilleure intégration des individus au sein de la société. Les Etats doivent prendre cela en considération dans leur constitution, leurs lois et leurs institutions. Les approches multiculturelles de la gestion de la diversité n'aboutissent pas nécessairement au conflit, à la fragmentation et à un développement faible; au contraire elles peuvent aider à éviter les problèmes en atténuant les tensions avant que celles-ci ne s'aggravent.

Les opposants avancent les arguments selon lesquels de telles politiques saperaient le travail de construction d'un État-nation uni, à l'identité culturelle homogène, et les distinctions collectives seraient une atteinte au principe d'égalité.

Afin de pallier l'exclusion culturelle des minorités et des autres groupes marginalisés, il faut envisager la mise en place de politiques garantissant la participation et la représentation des divers groupes culturels dans tous les domaines de la vie sociale, c'est-à-dire au niveau de la vie politique, religieuse, juridique mais aussi concernant l'usage des langues multiples et de la vie socioéconomique. Ainsi, pour permettre la participation politique des divers groupes culturels, les Etats devraient adapter complètement leur structure au travers de mécanismes efficaces de partage du pouvoir.

Plusieurs modèles de démocratie multiculturelle se sont développés ces dernières années, parmi lesquels on compte les dispositions fédérales qui établissent des sous entités territoriales au sein

d'un État, et les *consociations*¹² qui en se fondant sur le principe de la proportionnalité assurent la participation des groupes culturellement divers dispersés dans le pays. Les minorités ethniques et les populations autochtones sont souvent les groupes les plus pauvres ; or le type d'exclusion le plus politiquement dangereux est l'exclusion économique. C'est pourquoi il importe de traiter la question des investissements sociaux inégaux pour réaliser l'égalité des chances, de reconnaître la légitimité des revendications collectives, et de prendre des mesures de discrimination positive en faveur des groupes désavantagés.

4. *Faire face aux mouvements en faveur de la domination culturelle*

Les mouvements coercitifs et intolérants font couramment partie du paysage politique de nombreux pays et pourraient même être en train de monter en puissance. Ils ont pour caractéristique de vouloir à la fois exclure tous ceux qui n'adhèrent pas à leur idéologie, et de vouloir l'imposer aux autres, leur motivation n'est pas seulement idéologique : elle est aussi liée aux pouvoirs politique et économique. Le fondamentalisme religieux n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante pour qu'un mouvement soit qualifié de coercitif en faveur de la domination culturelle.

Ces mouvements occupent le vide que les échecs du développement et de la gouvernance ont pu laisser, proposant des explications simples aux défaillances du monde. La question qui se pose aux États est de savoir comment faire face à la menace de déstabilisation que font peser sur eux ces mouvements sans compromettre leurs principes démocratiques ; deux options s'offrent à eux : réprimer ces mouvements par des mesures restrictives ou saper leurs bases de soutien en prenant en compte de manière démocratique leurs préoccupations. L'expérience suggère des stratégies constructives et légitimes s'appuyant sur le processus démocratique, la justice et la compréhension.

5. *Mondialisation et choix culturels*

L'histoire récente est marquée par l'affirmation de deux tendances : d'une part, l'avancée de la mondialisation et, d'autre part, la progression de la démocratie.

La mondialisation a accru les contacts entre les individus, leurs valeurs, leurs idées et leurs modes de vie comme jamais auparavant. Pour certains, cela apparaît comme très positif, mais pour d'autres, cela se révèle troublant et effrayant. C'est en raison de cette ambivalence que la mondialisation est décriée, et la démocratie a ouvert un espace pour protester contre les effets négatifs de cette globalisation. Les flux de biens, d'idées, de personnes et de capitaux semblent constituer une menace à la culture nationale, car ils peuvent conduire à l'abandon des valeurs et pratiques traditionnelles. Cependant, l'objectif des politiques multiculturelles n'est pas de conserver la tradition mais de protéger la liberté culturelle. Défendre la tradition s'oppose à l'idée de liberté de choix et, en cela, peut retarder le développement humain.

Il faut répondre aux inquiétudes des populations autochtones qui craignent que la mondialisation soit une menace pour leurs identités culturelles, le contrôle de leur territoire et sur leurs traditions séculaires. Pour cela, il est important de reconnaître explicitement les droits des populations autochtones à la propriété physique et intellectuelle, d'exiger des consultations avec les communautés autochtones, de requérir leur participation en ce qui concerne l'exploitation de leur ressources, et enfin d'autonomiser les communautés en développant des stratégies de partage des bénéfices.

Le multiculturalisme est récemment devenu une troisième approche à l'intégration des immigrants reconnaissant la valeur de la diversité et apportant son soutien aux identités multiples. Il s'agit également de construire un engagement commun envers des valeurs fondamentales, non négociables, comme les droits de l'homme, l'état de droit, l'égalité des sexes, la diversité et la tolérance. L'accent est mis sur la liberté des individus d'exprimer et de partager leurs valeurs culturelles, mais également sur leur obligation à se soumettre aux devoirs civiques réciproques.

Conclusion

¹² Il s'agit d'un ensemble de dispositions permettant la représentation des minorités. La *consociation* applique le principe de proportionnalité dans quatre domaines clés : le partage du pouvoir exécutif, la représentation proportionnelle dans les systèmes électoraux, les dispositions pour l'autonomie culturelle et les gardes fous sous la forme de veto réciproques. Dans leurs formes les plus efficaces ces outils peuvent empêcher qu'un segment de la société n'impose ses vues sur un autre

Comme le révèle le rapport de la CNUCED, les problèmes que connaît récemment le commerce africain, en raison de sa dépendance aux produits de base, sont bien réels.

Cependant, le rapport innove peu. Il se borne à proposer, plus ou moins, le retour aux anciennes solutions sans vraiment les critiquer, alors que certaines d'entre elles ont contribué à freiner la diversification et que d'autres ne sont plus praticables en raison de la concurrence qui existe désormais entre les pays en développement.

Dossier de Presse

1. Un islam français est-il possible ? Par Shmuel Trigano¹³

On le sait, la théologie musulmane divise la planète en deux zones, *Dar el Islam*, la «Maison de l'islam» où doivent régner la paix et la loi coranique dans un univers qui doit être musulman, et le *Dar el Harb*, la «Maison de l'épée» où règnent la guerre et la conquête islamique pour faire triompher le Coran sur les infidèles. C'est là que prend place le *djihad*, la guerre sainte. Dans cet espace, les non-musulmans n'ont aucun droit et leur avenir est de devenir musulmans (...). Il existe cependant une troisième catégorie d'espace, le *Dar el Solh*, la «Maison de la trêve» qui, comme son nom l'indique, ne fait que suspendre la guerre contre la «Maison de l'épée», les infidèles, lorsque les conditions de la guerre ne sont pas favorables aux musulmans.

On comprend qu'il y a là l'obstacle majeur à l'intégration de l'islam dans la République. Il faut donc que les autorités musulmanes européennes déclarent solennellement renoncer à la doctrine politique du *djihad* et donc à cette partition du monde qui empêche toute reconnaissance du non-musulman. Il ne suffirait pas en effet que ces autorités se prononcent sur la catégorie à laquelle appartient l'Europe, car la meilleure catégorie serait celle du *Dar el Islam*, ce qui impliquerait que l'Europe se soumette à la loi islamique. Déclarer que l'Europe relève de la «Maison de la trêve» comme le fit Tariq Ramadan dans l'émission «*Ripostes*» de Serge Moati, ne peut en aucune façon rassurer les Européens, on le comprend, car le propre d'une trêve est de finir (...).

L'islam a en effet un problème de taille : il a toujours vécu en majorité, même quand il fut dominé. Il a donc naturellement du mal à s'accepter et à se comporter en minorité. C'est tout un travail d'auto-réforme qu'il a ainsi à accomplir. C'est ce que firent le judaïsme et le christianisme, en se repliant sur la mystique, à défaut de pouvoir se poser dans l'étatique. Le messianisme juif, avec ses attentes dans l'historico-politique, avait constitué un obstacle lors de l'émancipation. Ses représentants trouvèrent une formule pour l'universaliser et le repousser à un avenir indéterminé.

Le deuxième ordre de questions doit concerner la façon dont les autorités de l'islam européen considèrent les autres religions, le judaïsme et le christianisme, si elles acceptent leur légitimité et si elles renoncent au prosélytisme actif. Si des non-musulmans veulent se convertir à l'islam, c'est leur droit (et l'inverse est aussi vrai) ; mais l'islam ne doit pas, dans une République et un État démocratique, partir à la conquête des âmes, à l'islamisation de la société civile, car cela ne manquerait pas de réveiller en retour la guerre des religions et la surenchère concurrentielle entre elles.

2. 70 millions d'analphabètes dans le monde arabe (Alecso)

À l'occasion de la journée arabe de lutte contre l'analphabétisme, le 8 janvier, l'Alecso¹⁴ a tiré la sonnette d'alarme sur l'échec de la stratégie arabe engagée en 1978. Le nombre d'analphabètes ne cesse en effet de croître: 50 **millions** en 1970, 60 **millions** en 1990 et près de 70 **millions** en 2005 (8 % du total mondial).

Avec un taux d'analphabétisme d'ores et déjà supérieur à 25 % pour les hommes (15 ans et plus) et à 40 % pour les femmes, le monde arabe fait presque aussi mal que l'Afrique subsaharienne (respectivement 29 % et 42 %). Et la situation devrait empirer: 20 % des enfants de

¹³ Voir *Le Figaro*, 7 mai 2003. Philosophe, S. Trigano enseigne la sociologie de la religion et de la politique à l'université de Paris X-Nanterre et dirige le Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle. Le présent texte est extrait de son nouveau livre, *La Démission de la République. Juifs et musulmans en France*, 2003, aux Presses Universitaires de France.

¹⁴ Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, Tunis (cf *J.A./L'intelligent*, 22 janv. 2005)

6 à 11 ans et 40 % des 12 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Ce qui représente près de 23 **millions de jeunes exclus de l'école**. Et autant d'analphabètes pour demain¹⁵.

La situation la plus dramatique est celle de l'Égypte, avec 20 **millions** d'analphabètes, dont 13 **millions** de femmes et 7 **millions** d'hommes. Suivie notamment par le Maroc (**10 millions**), l'Irak (**8 millions**), le Soudan (7,9 **millions**), l'Algérie (6,5 **millions**) et le Yémen (5 **millions**).

3. *Les Tunisiens et la lecture*, par Fawzia Zouari¹⁶

Les Tunisiens lisent-ils ? Inutile d'interroger les autorités de tutelle, elles ne disposent pas de sondages, et les quelques enquêtes sur le sujet ont un caractère académique ou confidentiel. Il vaut mieux aller sur le terrain, en visitant, en l'occurrence, la Foire du livre qui s'est tenue du 22 avril au 2 mai au Palais des expositions du Kram. La réponse est plutôt rassurante, si l'on en juge par le fait que cette manifestation s'est imposée comme un des moments forts du calendrier culturel de Tunisie: elle a réuni cette année la production de 500 éditeurs, dont 138 représentés pour la première fois, drainant, surtout, un large public malgré les deux ou trois matches de football qui ont vidé ponctuellement ses pavillons.

Là encore, les chiffres font défaut, mais les responsables parlent de quelque 200 000 visiteurs. Certes, le livre est cher, beaucoup de visiteurs ne font que hanter les allées et certains viennent juste pour le plaisir de garnir leurs bibliothèques d'ouvrages qu'ils ne liront jamais. Mais des familles de condition modeste n'hésitent pas à faire de lourds sacrifices, des enfants font provision de contes, des étudiants se déplacent pour l'occasion de l'intérieur du pays. Ce qui fait dire au directeur de la Foire, Boubaker Ben Fraj, que *c'est une foire des Tunisiens, pas de Tunis*.

Tel est en effet le signe distinctif de cette manifestation: salon du public et non des institutions, rendez-vous du lecteur avec le livre et non celui des « gens de la profession », la Foire échappe au concept de « marché » et au *diktat* du gain à tout prix. À ce titre, ses organisateurs estiment légitime de sélectionner les livres qui y seront en vente afin de répondre aux objectifs « essentiellement culturels » qu'ils se sont fixés. La préférence donnée cette année à la littérature vise ainsi à endiguer le flot de livres religieux qui ont envahi ces derniers temps les stands de la plupart des salons arabes. La forte participation des éditeurs étrangers va également dans ce sens. Avec quelque cent maisons françaises, et de nombreuses autres d'Europe et du Canada, le choix obéissait à la même consigne de décloisonnement et de variété.

Autre caractéristique: la participation personnelle des éditeurs. « *Nous voulons que l'éditeur soit présent en personne et que les distributeurs ou les représentants ne lui fassent pas écran* », assène Ben Fraj. Comme pour les Journées cinématographiques de Carthage, les Tunisiens refusent par ailleurs de céder aux paillettes et préfèrent cadrer leurs manifestations sur la qualité des invités et non leur célébrité: « *Nous invitons des auteurs pour ce qu'ils ont écrit, non pour ce qu'ils sont pour les médias*. » Enfin, pour cette 23^e édition, un effort a été consenti sur la communication: nouveau catalogue - avec pour la première fois une base de données -, nouveau visuel aux formes et couleurs modernes « *afin que le public perçoive le livre comme quelque chose qui est dans le siècle* », commente Boubaker Ben Fraj.

4. *Aucune chaîne arabe n'a misé sur la culture*, par Hassan ben Othmane¹⁷

Figure importante de la littérature tunisienne de langue arabe, Hassan Ben Othman est bien placé pour parler du livre et de l'édition dans son pays. Chez cet auteur de romans à succès comme *Promosport* ou *Cheikhane* (éd. Sotepa Graphic), le propos est à l'image de l'écriture: rebelle et sans concession.

Le Tunisien lit-il ? De prime abord, oui. Il n'y a qu'à voir le nombre de journaux disponibles, les rayons des bibliothèques, la fréquentation de la Foire du livre. La question concerne moins la propension du Tunisien à lire que ce qu'il lit. Et la réponse est édifiante: la religion, l'au-delà et l'horoscope! Je suis effrayé par ce penchant vers la littérature religieuse, qui me fait parfois penser que mes compatriotes ont tous l'aptitude de devenir un jour des intégristes.

¹⁵ « Les chiffres (du PNUD) sont humiliants : le monde arabe occupe aujourd'hui l'arrière-cour dans toutes les sciences humaines exactes » (www.bladi.net/modules/newbb)

¹⁶ Voir *J.A./L'intelligent*, 22 mai 2005) : un très grand succès populaire de la Foire internationale de Tunis

¹⁷ Interview paru dans *J.A./L'intelligent* du 22 mai 2005, recueilli par Fawzia Zouari

Pourquoi ne lit-on pas autre chose ? Pour trois raisons, essentiellement D'abord, il n'y a pas de grands écrivains et l'on ne peut pas parler de lecteurs s'il n'y a pas d'auteurs. Ensuite, il n'y a pas de maisons d'édition qui tiennent. Sur les cinquante éditeurs ayant pignon sur rue, aucun ne fait réellement son métier. Car un éditeur est un partenaire et un aventurier de l'écriture. C'est un autre écrivain, pas un intermédiaire ou un courtier (*samssar*) que l'auteur est contraint de payer pour être publié. Nos éditeurs s'empressent de vendre quelques centaines d'exemplaires au ministère de tutelle et s'estiment sortis d'affaire.

Il faut aussi incriminer les médias qui manquent tout autant de crédibilité et sont incapables de relayer les livres avec des comptes rendus de qualité. Nos critiques font dans la bonté, là où on leur demande de la rigueur. Ils sont dans le règlement de comptes, là où on attend d'eux de l'objectivité. Ajoutez à cela qu'aucune chaîne arabe n'a misé sur la culture. La création est en effet l'ennemi numéro un de ces médias audiovisuels, parce qu'elle pose les questions qu'occultent les pouvoirs et que nos sociétés évitent d'affronter. Résultat des courses: on consomme les prêches des vedettes religieuses des chaînes arabes et les amuse-peuple des *Star Academy* made in Liban.

Ce phénomène n'est pas que tunisien, mais arabe... On nous appelle, nous les Arabo-Musulmans, « les gens du Livre » (oummat al kitab) mais notre malheur est de lire, justement, un seul livre, sans toujours le comprendre: le Coran. Nous n'avons pas saisi que les livres forment une chaîne, ont des liens de parenté comme les membres d'une famille et, par conséquent, s'expliquent et s'éclairent les uns les autres. Il importe donc de faire connaissance avec le maximum d'entre eux.

Le fait de nous obstiner à la lecture d'un seul livre signifie un aveuglement sur tout ce qui n'est pas religieux. Vous remarquez d'ailleurs que nous sommes la seule communauté au monde qui a entrepris d'assassiner son prix Nobel de littérature, Naguib Mahfouz.

Qu'en est-il des lecteurs du roman en langue arabe ? Pour le malheur des romanciers de langue arabe, ceux qui sont prêts à les lire lisent dans une autre langue, le français. Les arabisants préfèrent les livres religieux. Nous sommes donc orphelins de lecteurs.

Comment vit l'écrivain que je suis? Je prends le bus et le métro comme tout le monde. J'ai parfois peur pour ma vie, en raison de ce que j'ose écrire dans mes romans. Mais allez faire comprendre aux nôtres qu'il faut assurer un *smig* de dignité pour les écrivains. Personnellement, lorsque je m'accorde le luxe de sortir une nuit, je passe les trois suivantes à vaciller: non pas pour retrouver l'équilibre de mon corps mais celui de mon budget du mois. Et, parfois, il m'arrive de racheter les livres que j'ai réussi à grand-peine à vendre moi-même, comme un boutiquier. C'est ainsi qu'un responsable culturel, par ailleurs respectable, m'a acheté une dizaine d'exemplaires de *Cheikhan* pour revenir le lendemain m'en réclamer le remboursement, prétextant l'indécence de mon écriture. Je suis à la solde de ce genre de lecteurs qui veulent des romans sans mémoire, sans corps, sans existence. Pour m'en sortir, je publiais naguère un article par semaine dans la presse locale. Mais nos journaux ne sont pas les *Sayyidati* du Golfe où le papier peut rapporter 300 dollars. Ici, c'est quarante dinars (30 euros) tout au plus.

Cette précarité touche la majorité des « intellectuels tunisiens ». Ils ont tellement soif de reconnaissance qu'ils seraient prêts à faire n'importe quoi, à n'importe quel prix. Je les soupçonne d'écrire ou de créer pour que leurs femmes les voient à la télévision ! Ou pour être achetés par le pouvoir. Ils n'ont pas compris que le pouvoir n'a pas besoin d'eux et qu'il peut faire sans eux. J'estime personnellement que ma mission est plus périlleuse que celle d'un politique. Mon rêve n'est pas de devenir ministre mais écrivain. Tout simplement. Et c'est déjà beaucoup...

5. Les Musulmans sur le divan, par Fethi Benslama¹⁸

Après avoir longuement évoqué les rapports, souvent marqués par une incompréhension et une méconnaissance réciproques, entre islam et psychanalyse, l'analyste tunisien Fethi Benslama s'efforce de démonter les mécanismes psychiques sur lesquels repose ce qu'il appelle le « national-théo-scientisme ». Autrement dit, le phénomène islamiste.

¹⁸ Psychanalyste tunisien interrogé par H. Barrada et R. de Rochebrune, dans *J.A./L'intelligent* du 14 août 2005. Arrivé en France en 1972, professeur à l'Université Paris-VII, il a créé la revue *Intersignes* en 1992, publié *La Psychanalyse à l'épreuve de l'islam* (Aubier 2002) et fondé en 2004 l'*Association du Manifeste des libertés* qui regroupe des intellectuels dans une vision critique du monde arabo-musulman

J.A.I.: Vous parliez de psychose à propos de la crise que traversent aujourd'hui les sociétés musulmanes. Le discours islamiste doit-il être assimilé à un délire ?

F.B.: Oui, avec l'aile la plus extrémiste du mouvement islamiste, nous sommes devant un délire, un délire de masse. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des masses entières sont prises dans un délire. De tels phénomènes ont lieu lorsque des peuples s'aperçoivent que leurs références ne sont plus connectées avec le monde dans lequel ils vivent. Elles ne leur permettent plus de lire le présent. Au XX^e siècle, la montée des mouvements d'extrême droite en Europe a eu la même origine. Le nazisme, en particulier, n'était-il pas une idéologie fondée sur une théorie biologique, un scientisme qui a conduit à un délire collectif dont on a pu voir les effets? Il y a des dizaines d'autres exemples. On a souvent traficoté la lecture de la Bible pour la relier avec une approche prétendument scientifique, comme le font aujourd'hui les islamistes avec le Coran.

On nous présente désormais le christianisme et le judaïsme comme les deux véritables berceaux de la laïcité, mais ce n'est pas sérieux. Il suffit de se rappeler que Spinoza a été persécuté pour son rationalisme. Et de voir ce qui se passe, aujourd'hui encore, aux États-Unis avec les mouvements religieux qui prétendent réfuter Darwin. Alors que l'islam a connu au cours de son histoire des périodes de sécularisation extrêmement fécondes. C'est Averroès qui a dit- comment cette phrase serait-elle perçue aujourd'hui dans un milieu musulman? - qu'il n'y a « *rien dans la Révélation que la raison, par ses propres moyens, ne pourrait trouver* ». Bref, il y a eu des périodes de sécularisation partout, même si toutes ne se sont pas affirmées contre la religion...

- Qu'apporte encore l'islam à la psychanalyse ?

- Je prends très au sérieux l'enseignement de l'islam (qui dit) que Dieu n'est pas le père. Je pense que, pour bien lire le Coran, il faut remonter en amont, jusqu'à la Bible. On s'aperçoit alors que, dans la Genèse, figure quelque chose d'essentiel à la généalogie du monothéisme. À savoir qu'Isaac n'est pas le fils d'Abraham, lequel n'est qu'un père *symbolique* puisque c'est Dieu qui doit intervenir dans le corps de Sarah pour qu'elle mette miraculeusement au monde cet enfant. Donc, Isaac est le prototype de Jésus: c'est la même position. Tout comme Abraham est dans la même position que Joseph. Dans le judaïsme et le christianisme, Dieu intervient dans la procréation. Ce qui n'est pas le cas dans l'islam: Abraham ayant fécondé Agar, sa servante, il est un père réel. Dieu n'intervient pas, il est créateur mais pas procréateur.

Il y a donc une bifurcation généalogique. D'un côté, celui de l'islam, Abraham est le père réel, Dieu n'intervient pas dans la procréation d'Ismaël, lequel est exclu et renvoyé dans le désert avec sa descendance. De l'autre, Dieu intervient dans la procréation d'Isaac et de Jésus. C'est à partir de là qu'apparaissent les deux lignées du monothéisme. Et qu'il devient possible d'examiner la constitution du mythe du père dans chaque civilisation.

Les musulmans n'ont pas besoin d'articuler la figure du père à Dieu. D'ailleurs, le père n'est pas si bien vu dans le texte coranique, il est avant tout une source d'illusion. Ainsi, l'islam apparaît comme une *religion du fils*, qui n'accorde aucun privilège au père dans sa construction dogmatique. Et si le patriarcat est si souvent la règle en terre d'islam, c'est donc pour les raisons antérieures à l'avènement de l'islam¹⁹.

- Quelles conséquences alors pour la psychanalyse?

- Dans la mesure où la psychanalyse est en grande partie fondée sur une théorie du père, elles sont évidemment importantes. Si l'on ne pense plus Dieu à partir du père, mais à partir d'une autre place, beaucoup de choses changent. Pour Freud, Dieu n'est qu'une projection, une image du père, protecteur, etc. Pour Lacan, au contraire, on ne peut penser le père qu'à partir de Dieu, lequel occupe une place vide, la place de l'Autre. Mais il conserve le lien entre Dieu, le père et la paternité...

Il faut savoir que, dans la psychanalyse, le père n'est pas le père géniteur, c'est une métaphore. Il appartient à l'univers symbolique. Si un homme se prend réellement pour le père, c'est catastrophique, il rend ses enfants fous. Pour faire simple, en s'interrogeant sur le père, on s'interroge du même coup sur les fondements de l'univers symbolique, et donc de la psychanalyse...

¹⁹ Le mot *père* n'est d'ailleurs jamais utilisé au singulier dans le texte coranique: on y parle toujours des pères, ou des pères et mères à la fois.

- Vous évoquez aussi un point crucial, la place de la femme et du féminin dans l'islam
- Si je traitais des périodes de refoulement qui ont marqué l'histoire de l'islam, si je ramenait ces choses refoulées à la surface, je provoquerai peut-être des effets libérateurs. Freud pensait d'ailleurs que toutes les religions ont à voir avec le refoulement. Au fil de ma recherche, j'ai la conviction que la situation de la femme dans l'islam n'est pas ce qu'on en dit le plus souvent. On soutient que l'islam repose sur un système patriarcal, ce qui n'est pas très original. Mais on peut aussi, et surtout, soutenir que le cœur de ce système est le refoulement de la question féminine. C'est plus spécifique, et cela méritait examen.

Une fois encore, je suis retourné à l'origine, à Abraham et à la Genèse. Et il m'est apparu que, dans le texte coranique, tous les protagonistes de la Genèse sont présents, même s'ils ne sont pas nommés. Tous, sauf un: Agar, la servante de Sarah, qui est aussi la femme d'Abraham et la mère d'Ismaël, l'« ancêtre des Arabes ». Le geste de répudiation d'Agar, accompli par Abraham à la demande de Sarah, après la naissance d'Ismaël, s'est donc poursuivi à travers son effacement dans le texte coranique. Est-ce parce qu'il était difficile pour le Prophète de dire aux fiers Arabes du désert que leur mère ancestrale était une servante, répudiée de surcroît? De fait, il y a eu un débat à ce sujet entre les musulmans au VIII^e siècle. Toujours est-il qu'Agar, la seule femme qui, d'après la Bible et comme l'a noté Spinoza, a vu Dieu et s'est vu promettre par Lui une descendance équivalente à celle d'Abraham, est absente du Coran. La figure de la mère fondatrice de l'islam, celle dont procède la généalogie et, par là même, l'ordre symbolique, ne figure pas dans le texte fondateur: voilà un vrai refoulement! Pour reconstituer le récit originaire, le coup de génie du Prophète fut alors d'imaginer des retrouvailles entre Abraham et Ismaël, une scène qui n'existe pas dans la Bible, tous deux entreprenant ensuite de construire la Maison de Dieu.

J'ai ensuite essayé de montrer que le fondateur de l'islam est dans une posture *mariale*, ce qui expliquerait d'ailleurs la place importante de Marie dans le texte coranique. Marie et le Prophète étaient l'un et l'autre « vierges de toute lettre »-illettrés, donc-, disent les textes sacrés. Et puis, un ange vient à Marie pour lui insuffler le verbe... et le même ange vint à Mohammed pour qu'il reçoive la lettre. Enfin, je me suis intéressé à l'étymologie du mot *qara'a*, qui signifie à la fois « lit » et « conçoit » : la réception de la lettre - autrement dit: la capacité à recevoir de Dieu le texte sacré - serait équivalente à une gestation, elle consisterait à se mettre dans une position féminine vis-à-vis de Dieu. Trois éléments - la virginité, la visite de l'ange et la réception de la lettre - mettent donc Mohammed dans une position mariale. Du point de vue de l'islam, le Prophète serait plutôt à la place de Marie que de Jésus.

Même si elle a été refoulée par la suite, il y a dans l'islam, à son origine, au lieu de sa fondation, une part féminine essentielle qui se trouve confortée par le rapport entre Mohammed et sa première épouse. Khadija joue en effet un rôle capital lors de la Révélation. Elle reconnaît en Mohammed le Prophète, lui enseigne la distinction entre l'ange et le démon, etc. Tant que Khadija, la première musulmane, a été vivante, aucun élément défavorable aux femmes n'a été introduit dans le texte de la Révélation, dans le Coran. Ce n'est qu'après sa mort qu'on note un basculement chez le Prophète. J'interprète ce basculement comme un refoulement de sa constitution en tant que sujet prophétique, donc comme un refoulement de la position féminine qui a accompagné la réception de la lettre et du Verbe. À partir de ce moment, c'est le Mohammed de Médine qui domine, c'est-à-dire celui de la conquête, l'homme d'État, etc. Il y a deux Mohammed. Le premier est dans une position mariale. Le second, qui devient un chef, dans une position plus masculine, qui implique le refoulement de la position précédente.

- Quelle a été la conséquence de ce refoulement?
- L'islam traite les femmes d'une manière très particulière. La place de ces dernières est en effet très différente dans les autres textes monothéistes. Ce qui laisse à penser que la condition féminine en terre d'islam est en partie déterminée par ce phénomène. En lançant le débat sur la question de la féminité dans l'islam, en tentant de lever ce refoulement, je peux espérer produire certains effets, même si, bien sûr, ce travail doit être poursuivi. En se demandant par exemple si, après une sorte de surestimation du féminin, on serait allé jusqu'à faire de l'islam une sorte de monument contre lui.

- La dimension sacrificielle n'est-elle pas plus importante dans la culture islamique que dans la plupart des autres?

- Les suicides collectifs ont toujours existé, dans diverses sociétés. Il est vrai que, dans la tradition de l'islam, le phénomène n'est pas courant. En principe, l'islam n'incite pas quelqu'un à aller

vers une mort certaine ; et il y a d'ailleurs un débat entre les théologiens pour savoir si les *kamikazes* doivent être considérés comme des martyrs ou comme des suicidés. Mais la question n'est pas nouvelle : tout système, toute construction collective, y compris le nationalisme, et même la démocratie, comporte une dimension sacrificielle que des circonstances exceptionnelles – injustice, occupation, etc. – peuvent réactiver.

Elle est sans doute importante dans l'islam, mais l'est-elle plus qu'ailleurs ? Elle est également essentielle dans le christianisme, qui est d'ailleurs fondé sur une théorie sacrificielle. Le Christ lui-même ne s'est-il pas sacrifié ? Et n'est-il pas du devoir des chrétiens d'en faire autant, en cas de nécessité, pour leur Église ? Si les conditions historiques changeaient, s'il y avait dans le monde judéo-chrétien une carence du politique, équivalente à celle qu'on observe dans le monde arabo-musulman, il n'est pas dit qu'il n'y aurait pas un jour des kamikazes chrétiens...

Le double sens du mot *chahid* – qui signifie à la fois *martyr* et *témoin* – permet de comprendre comment certains aspects de l'islam peuvent aussi bien inciter au sacrifice de sa vie que le contraire. Il y a deux possibilités : soit on accepte de témoigner au prix de sa vie, soit on reste dans une logique testimoniale classique, qui consiste à dire ou écrire quelque chose. Lors de la première *Intifada*, par exemple, on était dans une logique testimoniale : nous témoignons devant le monde de la violence que nous subissons, nous la montrons sans nous sacrifier, ce sont eux qui nous tuent. L'autre voie, celle de la seconde *Intifada*, est en revanche celle du sacrifice, où l'on accepte sa propre destruction.

6. Le message du sommet interreligieux de Sant'Egidio, par Henri Tincq²⁰

Comment sortir de la confusion entre islam et islamisme ? De l'islamophobie née de l'instrumentalisation du nom de Dieu par les fanatiques religieux ? Les attentats de Londres, les destructions de synagogues à Gaza ont pesé sur la 19e rencontre de la communauté de Sant'Egidio - le "*Davos des religions*" - qui a attiré 5 000 personnes à Lyon du 11 au 13 septembre.

Acte liturgique de résistance à cet enchaînement de violences, une "*procession de paix*" a conduit, mardi soir dans les rues de Lyon jusqu'au théâtre gallo-romain de Fourvière - lieu des premiers martyrs des Gaules -, des rabbins de Jérusalem, des musulmans marocains, irakiens ou saoudiens, des cardinaux, des pasteurs protestants, des prélats orthodoxes, des vénérables bouddhistes ou taoïstes. Chaque confession avait prié peu avant dans son rite, dans différents lieux de la ville.

On a fait mémoire d'Hiroshima et d'Auschwitz. Puis le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, et Andrea Riccardi, fondateur de Sant'Egidio, ont lu un appel ratifié par tous les religieux présents : "*Le monde est fatigué de vivre dans la peur. Les religions ne veulent pas de la guerre, du terrorisme (...). Celui qui se sert du nom de Dieu pour légitimer la violence avilit la religion. Aucune guerre n'est jamais sainte.*"

Voeu pieux ? Pas pour un homme comme Mgr Rowan Williams, archevêque de Canterbury, chef de la Communion anglicane, venu témoigner à Lyon que les attentats de Londres n'avaient entamé en rien la coopération en Grande-Bretagne entre les Eglises et la communauté islamique : « *L'idéologie destructrice de ceux qui ont provoqué des carnages à Londres ne peut être la fin de l'histoire* ».

Les autorités musulmanes ont aussi condamné tout terrorisme au nom de l'islam : "*Le terrorisme est contraire à la civilisation, à la morale, au droit de l'islam et à son humanité*", s'est écrié Ezzedin Ibrahim, venu des Emirats arabes unis. Un front commun des religieux modérés est donc né à Lyon. Le dialogue entre chrétiens, juifs et musulmans - les trois monothéismes suspects d'être porteurs, par leurs textes et leur tradition, de violences – reste la seule "*alternative*", la seule attitude "*réaliste*" face aux extrémismes.

Des voies ont été explorées : sceller un pacte de non-agression et de défense mutuelle entre les religions ; obliger chaque ministre du culte à signer un document l'obligeant à lutter contre toute dérive ; amputer les textes sacrés (Bible, Coran, etc.) des citations les plus violentes, comme le suggérerait une partie du public. Ce qui a fait sursauter Rowan Williams : "*Mais on ne peut pas découper la Bible avec des ciseaux !*". "*Qui sommes-nous pour toucher à la Bible ?*", renchérit Amos Luzzatto, président de la communauté juive d'Italie, alors qu'un intellectuel iranien observait que l'une

²⁰ A la fin des journées des 11 au 13 septembre 2005 à Lyon, dans *le Monde* du 15 septembre

des tâches à venir serait de distinguer, dans le Coran, ce qui est "*historique*" - donc sujet à évolution - et ce qui est "*permanent*". Tous convergeaient pour dire que les textes étaient moins en cause que la capacité des croyants à les discuter, les approfondir, les transmettre.

Mettre en cause l'islam conduit à l'impasse. Nombre d'orateurs ont déploré les "*terribles simplifications*" à son égard. "*Il n'y a pas d'islam global*", ajoutait Andrea Riccardi. *Il n'y a pas un islam tout vert, ou tout noir, ou tout rouge*". La seule vraie issue est de "combattre les pauvretés", terreau des radicalismes religieux, de dégager les voies d'un "*nouvel humanisme laïque*" et de perpétuer cet "*esprit d'Assise*" qu'avait su créer Jean-Paul II en réunissant dans la ville de saint François, en Italie, les responsables de toutes les religions du monde pour prier, s'écouter, se connaître et se reconnaître.

7. Un Père Blanc honoré par le prix Sharjah pour la culture arabe²¹

Le jury international du prix *Sharjah* pour la culture arabe s'est réuni pour la quatrième fois à Paris, au siège de l'Unesco, les 5 et 6 septembre 2005. Né de la coopération fructueuse entre l'Unesco et le gouvernement des Emirats arabes unis, ce prix est destiné à récompenser un ressortissant d'un pays arabe et celui d'un autre pays pour leur contribution au développement et au rayonnement de la culture arabe dans le monde. Les quarante dossiers de candidature, issus de 27 pays, témoignent du succès croissant que remporte le prix dans le monde. Il a été décerné pour 2005 à M. Tahar Ouettar (Algérie) et à M. Michel Lagarde (France).

Le Père Michel LAGARDE, Père Blanc, professeur à l'Institut Pontifical d'Etudes arabes et d'islamologie (PISAI, Rome) a consacré sa vie, son enseignement et une oeuvre importante à la langue arabe et à l'étude de la religion islamique. Ses recherches sur les rapports entre la chrétienté et l'islam ont contribué au respect de l'Autre et au rapprochement des deux cultures. Il a puissamment contribué au dialogue inter-culturel par ses connaissances profondes de la culture arabe et islamique, et grâce à ses nombreux séjours dans les pays arabes et islamiques.

Il a publié l'*Index* du grand commentaire coranique de Râzi et, en 3 volumes (Brill, 2000-2003), la traduction du *Kitâb al-Mawâqif* (le Livre des Haltes) d' Abd el-Kader.

Merci à nos lecteurs de régler, dès que possible,
leur ré-abonnement à Se Comprendre pour 2006
et éventuellement celui de 2005 (oublié ?), *encore au tarif actuel*:

SE COMPRENDRE

Rédaction et Administration : Philippe THIRIEZ

Pères Blancs 7 rue du Planit 69110 SAINTE-FOY-LES-LYON

Tél. 04 78 59 20 42

Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre) :

Europe: 27 € - Étranger: 32 € - Numéro (franco) : 3 € - CCP 15 263 74 H ParisSite

Internet: <http://www.comprendre.org> adresse e-mail: contact@comprendre.org

²¹ Ce prix a été remis à la Maison de l'UNESCO, à Paris, le 29 septembre 2005

